

CV

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom CALMETTE
Prénom Jean-François
Date de naissance 20 mai 1974
Lieu de naissance L'Union (31)
Nationalité Française
Courriel jean-francois.calmette@univ-perp.fr



Fonction actuelle Maître de conférences en droit public à l'Université de Perpignan *Via Domitia*

FORMATION ET TITRES UNIVERSITAIRES

Depuis 2005 Maître de conférences en droit public.

2011 HABILITATION A DIRIGER LES RECHERCHES :

Les évolutions du droit public au regard de la réforme de l'Etat

Membres du jury :

M. Gilbert Orsoni, Professeur à la faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-Marseille.

M. Philippe Terneyre, Professeur à l'université de Pau.

M. Etienne Douat, Professeur à l'université de Montpellier.

M. Guylain Clamour, Professeur à l'université de Montpellier.

M. Lucien Rapp, Professeur à l'université de Toulouse Capitole.

M. Philippe Ségur, Professeur à l'Université de Perpignan.

2002 DOCTORAT EN DROIT PUBLIC :

La rareté en droit public

sous la direction du Professeur Lucien Rapp.

Membres du jury :

M. Jean-Yves Chérot, Professeur à la faculté de droit et de sciences politiques d'Aix-Marseille.

M. Christian Lavialle, Professeur à l'université des sciences sociales de Toulouse.

M. Alain-Serge Mescheriakoff, Professeur à l'université de Paris IX Dauphine.

M. Serge Regourd, Professeur à l'université des sciences sociales de Toulouse.

Université des sciences sociales de *Toulouse 1*.

Mention très honorable avec les félicitations du jury.

1997

Diplôme d'études approfondies (DEA) de droit public fondamental.

Université *Toulouse 1*.

Mémoire :

Transition démocratique et mimétisme constitutionnel

L'exemple des Cours constitutionnelles de Roumanie, Pologne et République Tchèque

Mention AB.

1996

Maîtrise de droit public.

Université *Toulouse 1*.

1996

Lauréat du concours général en sciences administratives

1992

Baccalauréat économique et social (B).

Lycée St-Sernin de Toulouse.

AUTRES DIPLÔMES

1996

Deug de géographie

Université de *Toulouse-le Mirail*.

Mention AB (module 202 géopolitique et module d'anglais).

CANDIDATURE A DES CONCOURS

2011

Candidat à l'agrégation externe

TRAVAUX UNIVERSITAIRES ET PUBLICATIONS

I. OUVRAGES

1. *La rareté en droit public* (thèse), préface de L. RAPP, Paris, L'Harmattan, 2004, 379 p.
2. *Manuel de droit public des affaires* (projet en collaboration avec M. Aurélien Antoine).

II. DIRECTION D'OUVRAGES

1. *La santé publique à l'épreuve de la rareté* (dir.), conclusions de Louis Dubouis, à paraître Presses universitaires d'Aix-Marseille (P.U.A.M), sept. 2013.
2. *François Féral, les transformations du droit de l'action publique* (co-Dir. Jacobo Rios et Philippe Ségur), à paraître Presses universitaires de Perpignan (P.U.P), oct. 2013.

III. ARTICLES

III.1. Articles parus dans des ouvrages collectifs

1. « Regards croisés sur la rareté : le point de vue du juriste », *La santé publique à l'épreuve de la rareté*, sous la dir. de J-F Calmette, à paraître, PUAM, 2013.
2. « De la gratuité comme instrument de valorisation de certains biens sans équivalent sur le marché », *La gratuité comme fondement de l'action publique*, sous la dir. Nathalie Bettio et Marthe Lemoigne à paraître, 2013.
3. « La maladie d'Alzheimer : regard d'un juriste sur l'aspect institutionnel », ouvrage collectif sous la dir. de Anne Meyer-Heine, à paraître, Academia-Bruylant, 2013.
4. « Le Conseil de l'Europe et l'autonomie locale. Approche critique au regard du droit interne », sous la dir. de Pierre-Yves Chicot et Nicolas Kada, à paraître, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2013.
5. « L'évaluation des politiques publiques : un moyen de contrôle de l'action du gouvernement ? », *Un parlement renforcé ? Bilan et perspectives de la réforme de 2008*, sous la dir. de Jean Gicquel, Anne Levade, Bertrand Mathieu, Dominique Rousseau, Dalloz, coll. « Thèmes et commentaires », 2012, pp. 113-132.
6. « Les collectivités territoriales à la recherche de l'efficacité », *L'Administration territoriale en Guadeloupe, depuis le XVIIIème siècle. Regards croisés*, L'Harmattan, collection « logiques juridiques », 2012.
7. « L'évaluation des politiques publiques : un moyen de contrôle de l'action du gouvernement ? », *Pouvoir exécutif et Parlement : de nouveaux équilibres ?* sous la dir. de Xavier Magnon ; Richard Ghevontian ; Marthe Stéfanini, P.U.A.M, 2012, pp. 91-114.

8. « Pouvoirs publics et marchés des ressources rares », *Marché(s) et Hiérarchie(s)*, n° 10, Presses de l'Université des Sciences Sociales de Toulouse, 2002, pp. 147-159.

III.2. Articles parus dans des revues (avec comité de lecture)

9. « La loi du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer et portant diverses dispositions relatives aux outre-mer » (en collaboration avec M. Thomas M'saïdié), à paraître à la *RRJ* 2013-2.
10. « Brèves remarques juridiques sur les contrats d'agents sportifs » (en collaboration avec M. Romain Bouniol), *JCP. G* 2013, doctr., 455.
11. « La sanction administrative des pratiques anticoncurrentielles à la suite de l'affaire du cartel de l'acier » (en collaboration avec M. Aurélien Antoine), *Revue française de droit administratif*, 2010, pp. 1157-1168.
12. « Le régime juridique des ressources rares dans le domaine des infrastructures aéroportuaires », *Revue française de droit administratif*, 2009, pp. 1177-1182.
13. « Les dispositions de la *Loi de développement économique des Outre-mer* en matière de contrôle des prix et de relance économique », *Droit administratif*, étude 14, juillet 2009.
14. « La *Loi organique relative aux lois de finances (LOLF)* comme nouvelle approche des politiques publiques », *Informations sociales*, n° 150, novembre-décembre 2008, pp. 22-31.
15. « Le droit de l'environnement : un exemple de conciliation de l'intérêt général et des intérêts économiques particuliers », *Revue juridique de l'environnement*, 3/2008, pp. 265-280.
16. « La rareté de l'espace littoral saisie par le juge administratif », *Études foncières*, n° 126, mars-avril 2007, pp. 20-23.
17. « La LOLF préfigure-t-elle une réforme profonde de l'État ? », *Problèmes économiques*, n° 2.907, septembre 2006, pp. 9-15.
18. « L'évolution de la prise en compte de l'analyse économique par le juge administratif », *Droit administratif*, étude 7, juillet 2006.
19. « La LOLF : un texte, un esprit, une pratique », *Revue française d'Administration publique*, n°117, juin 2006, pp. 43-55.
21. « Les "cavaliers sociaux" dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », *Revue française de droit constitutionnel*, n° 61, janvier 2005, pp. 171-188.
22. « Le juge des comptes, juge des comportements personnels », *Revue française de finances publiques*, novembre 2004, pp. 159-184.
23. « Réflexions sur la valeur de l'analyse économique du droit : le cas du droit public », *Revue de la recherche juridique-droit prospectif*, avril 2004-2 (vol. 1), pp. 905-920.
23. « Brèves remarques juridiques sur la mise aux enchères des licences UMTS », *Revue Juridique de l'Entreprise Publique*, n° 595, février 2003, pp. 67-75.

24. « Le mimétisme constitutionnel à la lumière de la pensée de René Girard », *Droit Écrit*, 2002-2, pp. 121-128.

IV. NOTES

A - juridictions administratives

1. Sous CE, 19 octobre 2012, *M. Sayah*, *Droit administratif*, 2013, com. n°4.
2. Sous CE, 1^{er} février 2012, *M. K.*, *AJDA*, 2012, pp. 1178-1181.
3. Sous CE, 20 mai 2011, *Communauté d'agglomération du Lac du Bourget*, *Études foncières*, janvier-février 2012, pp. 27-30.
4. Sous CE, 5 avril 2011, *Mme Ciurar et autres*, *AJDA*, 2011, pp. 1389-1393.
5. Sous TC, 16 décembre 2006, *Hellal*, *AJDA*, 2007, pp. 913-915.
6. Sous CAA Lyon, 5 décembre 2002, *Commune de Montélimar*, *Gazette du Palais* 2003, n° 206 à 207 du 25, 26 juillet 2003, pp. 31-34.

B – Conseil constitutionnel

7. Décision n°2011-636 DC, 21 juillet 2011, *Revue juridique, politique et économique de Nouvelle-Calédonie* (R.J.P.E.N.C), n° 19, 2012/1, pp. 85-90 (en collaboration avec M. Farid Belacel).

C – Jurisprudence européenne

8. Sous TPICE, 4 juillet 2007, *Bouygues SA, Bouygues Télécom SA/Commission des Communautés européennes*, *LPA*, 25 février 2008, pp. 10-20 (en collaboration avec M. Bertrand Billa).

ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

I. LABORATOIRE DE RATTACHEMENT

Chercheur au Centre d'études et de recherche sur les transformations de l'action publique (CERTAP) composante du Centre de droit économique et du développement (CDED).

Chercheur associé au Centre de Recherche sur les Pouvoirs Locaux dans la Caraïbes (CRPLC).

II. ORGANISATION DE COLLOQUES

La santé publique à l'heure de la rareté, 14 décembre 2012 à l'Université *Via Domitia*, Perpignan (avec Mlle Katia Lucas).

III. PARTICIPATION À DES COLLOQUES OU À DES JOURNÉES D'ÉTUDES AVEC PUBLICATION DES ACTES

« Regards croisés sur la rareté : le point de vue du juriste », *La santé publique à l'épreuve de la rareté*, colloque organisé par le CERTAP, Perpignan 14 décembre 2012.

« De la gratuité comme instrument de valorisation de certains biens sans équivalent sur le marché », *La gratuité comme fondement de l'action publique*, colloque organisé par le centre de recherches administratives, Université de Bretagne occidentale, 30 novembre 2012.

« Le Conseil de l'Europe et l'autonomie locale. Approche critique au regard du droit interne », *Décentralisation et proximité*, colloque organisé par le GRALE (Groupement de Recherche sur l'Administration Locale en Europe), Campus de Fouillole-Guadeloupe, 15 et 16 décembre 2011.

« L'évaluation des politiques publiques », Journée d'études de l'Association française de droit constitutionnel (AFDC), *La révision constitutionnelle de juillet 2008 : bilan et perspectives*, Paris, Assemblée nationale, 13 janvier 2011.

« L'évaluation des politiques publiques : un moyen de contrôle de l'action du gouvernement ? », Journée d'études décentralisée de l'AFDC, *Quel renouveau de la fonction de contrôle du Parlement sur l'action du gouvernement ?* Perpignan, 13 décembre 2010.

« Le régime juridique des ressources rares dans le domaine des infrastructures aéroportuaires », *La décentralisation aéroportuaire*, colloque organisé par le GRALE, Perpignan 18 et 19 juin 2009, sous la dir. de Catherine Mamontoff.

« Les collectivités territoriales à la recherche de l'efficacité », *L'administration territoriale de la Guadeloupe. Histoire, pratiques et évaluation*, Université des Antilles et de la Guyane, 29 mai 2008.

« Pouvoirs publics et marchés des ressources rares », Colloque *Pouvoirs publics et marchés*, Université de Toulouse 1, novembre 2001.

V. SÉMINAIRES

Participation à un séminaire MESPI (Mutation de l'État dans la société post-industrielle) à Sciences Po Paris, « État et logique de la performance : les répercussions possibles de la LOLF », juin 2005.

Table ronde avec le Professeur M. BAZEX sur « L'analyse économique du droit et le contrat », Université Paris X, mars 2004.

Séminaire avec le Professeur E. MACKAY, « La complexité du droit », (CERSA), Université Paris II, mars 2004.

EXPÉRIENCES PROFESSIONNELLES PÉDAGOGIQUES

COURS MAGISTRAUX

Depuis 2005	Maître de conférences <i>Université de Perpignan Via Domitia</i>	
2014-2013	Séminaires sur la régulation de l'action publique M2	(6H)
	Cours de droit public économique M1	(33 H)
	Cours de droit public économique L3 AES	(22 H)
2013-2010	Cours de droit administratif général IEJ	(10 H)
2014-2010	Cours de droit administratif des biens L3	(33 H)
2014-2009	Cours de finances locales L3	(22 H)
2012	Séminaires sur la responsabilité de l'action publique M2	(15 H)
	Cours de contentieux constitutionnel M1	(33 H)
	Cours de droit administratif général L2 AES	(22 H)
2011-2009	Cours de droit constitutionnel 1 ^{er} semestre L1	(33 H)
	Cours de droit des collectivités territoriales M1	(30 H)
 <i>Sciences po Aix</i>		
2014-2012	Cours sur la mise en œuvre et l'évaluation des politiques relatives à la jeunesse M2 Politiques comparées des âges en Europe	(10 H)
 <i>Toulouse 1 Capitole</i>		
2014-2011	Cours sur la réglementation des communications électroniques M2 Droit public des affaires	(5 H)
2011-2009	Séminaires d'approfondissement en droit économique européen M2 Droit public des affaires	(15 H)

Université des Antilles et de la Guyane

2009/2005	Cours de droit constitutionnel spécial L2	(30 H)
	Cours de finances publiques L2 Droit, LAP	(34 H)
	Cours de droit public économique M1	(35 H)
	Cours de science administrative M1	(32 H)

Université Toulouse UT1

2002/2000	ATER (Attache temporaire d'enseignement et de recherche). T-D en Droit constitutionnel
------------------	---

RESPONSABILITÉS

I. RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

2013-2012	Membre élu du Conseil de Facultés à l'UFR droit de l'Université de Perpignan
------------------	--

II. RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES

A – Direction de diplôme

2013-2012	Responsable du diplôme de la Licence d'Administration publique (LAP) Perpignan
2007-2005	Responsable du diplôme de la LAP, pôle Guadeloupe

B – Autres

2012	Membre du comité pour la validation des acquis de l'expérience (Licence professionnelle droit de l'urbanisme et de l'immobilier) Perpignan
2011-2009	Enseignant référent L1 dans le cadre du plan Licence (Perpignan)

III. RESPONSABILITÉS SCIENTIFIQUES

A – au niveau national

2013-2011	Membre élu du CNU
2011-2007	Membre élu du CNU

B – au niveau local

- 2012** Membre du Comité de réflexion sur l'évaluation bibliométrique (Perpignan)
- 2010** Organisation de conférences de méthode au bénéfice des doctorants avec le Professeur Xavier Magnon (école doctorale de Perpignan).

IV. AUTRES ACTIVITES

A - Membre de comité de sélection en vue du recrutement d'un maître de conférences en droit public

- 2011** Université de Perpignan, session juin
- Université des Antilles et de la Guyane (poste en Martinique) session juin

B - Membre de jury

- 2012** Membre du jury du grand oral pour l'entrée au CRFPA (IEJ Perpignan)

V. EXPERIENCE PRATIQUE DU DROIT

- 2013 (avril)** Conseiller scientifique du cabinet d'avocats GRR associés, Perpignan
- (juin)** Avocat au barreau des Pyrénées-Orientales